

Inflation et compétitivité extérieure de l'économie allemande¹

- En raison notamment de la hausse des salaires qu'a entraînée la réunification du pays, l'Allemagne est entrée dans l'Union Européenne avec un taux de change que beaucoup d'analystes ont jugé surévalué. Face à une telle surévaluation, la théorie économique enseigne que l'économie allemande doit enregistrer pendant quelques années une croissance plus faible, une moindre inflation et des gains de compétitivité sur les marchés extérieurs.
- Depuis le milieu des années 1990, l'Allemagne connaît effectivement une croissance ralentie et une inflation moins élevée que dans le reste de la zone euro, le différentiel s'étant creusé au cours des deux dernières années. L'écart de croissance, certes imputable pour partie à un potentiel défavorable, renvoie aussi à un creusement plus important de l'écart d'activité («output gap») que dans le reste de la zone euro.
- Dans le même temps, la compétitivité extérieure de l'Allemagne a entamé un lent redressement. La compétitivité-coût, mesurée par la progression des coûts salariaux unitaires dans l'industrie, s'est stabilisée relativement au reste de la zone euro depuis le milieu des années 90. La compétitivité-prix du secteur manufacturier s'est pour sa part quelque peu améliorée. Elle a bénéficié notamment de la diffusion de la désinflation dans les services aux coûts non salariaux dans l'industrie et de l'importation croissante de produits semi-finis en provenance de zones à plus faibles coûts comme les pays d'Europe Centrale et Orientale. Néanmoins, la compétitivité-prix allemande vis-à-vis de ses partenaires de la zone euro reste encore sensiblement inférieure à son niveau moyen d'avant la réunification.
- Les évolutions récentes suggèrent que l'amélioration de la compétitivité de l'Allemagne pourrait s'amplifier. Tout d'abord, le creusement récent de l'écart d'inflation devrait finir par se transmettre aux salaires, y compris dans l'industrie. Ensuite le mode de formation des salaires dans l'industrie paraît aujourd'hui en voie d'assouplissement, notamment du fait d'un certain recul du poids des grands syndicats. Les réformes du marché du travail menées par le gouvernement devraient également concourir à accroître la sensibilité des salaires à l'état du marché du travail.
- Au total, l'Allemagne a commencé à regagner des parts de marchés relativement à ses partenaires européens depuis 2001. Cette bonne tenue des exportations allemandes en comparaison de celles de ses voisins va même au-delà de ce qui peut s'expliquer par les gains récents, encore modestes, de compétitivité prix, et renvoie sans doute à une amélioration de compétitivité «hors-prix». Même si de tels gains de compétitivité «hors-prix» sont, par définition, difficiles à expliquer, on peut avancer l'hypothèse qu'une partie de l'ajustement de l'industrie allemande à la surévaluation du change est passée par une élévation de la qualité des produits «made in Germany», notamment dans les points forts traditionnels de l'industrie allemande que sont l'automobile et les biens d'équipement.

1. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la Direction de la Prévision et de l'analyse économique et ne reflète pas nécessairement la position du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

La réunification du pays en 1990 a représenté un choc macroéconomique de grande ampleur: la demande a été très fortement stimulée par la conversion favorable de l'Ostmark en Deutschmark et les transferts publics importants opérés vers les nouveaux Länder ; les salaires de l'Est ont entamé un mouvement de convergence accélérée vers ceux de l'Ouest, alors que les niveaux de productivité relatifs ne le justifiaient pas. La hausse des dépenses publiques a été financée notamment par des relèvements de cotisations sociales qui ont nettement alourdi le coût du travail outre-Rhin.

Ces déséquilibres se sont traduits notamment par une dégradation marquée de la compétitivité de l'économie allemande. Cette dégradation n'a pu être compensée par les taux de change, l'entrée dans l'UEM s'étant faite à des parités qui, face au noyau dur du SME notamment, reflétaient davantage la situation de l'économie allemande antérieure à la réunification.

Ces désajustements ont eu un impact marqué sur la croissance, l'inflation et la compétitivité de l'économie allemande.

1. Les ajustements attendus de l'entrée dans l'UEM à un taux de change surévalué.

Confrontée à un niveau trop élevé de ses coûts salariaux, une économie subit des pertes de compétitivité sur les marchés extérieurs et, plus généralement, une dégradation de la rentabilité qui pèse sur l'offre productive. La perte d'activité qui en résulte et la volonté des entreprises d'accroître leur productivité pour restaurer leur rentabilité conduisent à une dégradation du marché du travail, qui pèse sur les salaires.

Le ralentissement des prix qui s'ensuit permet alors de regagner progressivement de la compétitivité et d'améliorer la rentabilité de l'offre. Transitoirement, l'ajustement pèse sur la croissance : les revenus salariaux des ménages sont grevés par les pertes d'emploi et le ralentissement des salaires, ce qui pèse sur la consommation. En Union Économique et Monétaire, s'y ajoutent les effets d'une insuffisante baisse des taux d'intérêt. Ceux-ci, déterminés en fonction des évolutions de l'ensemble de la zone, ne peuvent réagir à la baisse de l'inflation dans un seul pays et les taux d'intérêt réels dans cette économie ont tendance à monter, ce qui pèse sur l'activité. Ce mécanisme rend plus douloureux le processus de convergence, même s'il ne suffit pas en théorie à l'enrayer. En effet il pèse sur le niveau de l'activité, alors que les effets d'une inflation durablement plus basse sont cumulatifs : les gains de compétitivité ainsi engendrés une année viennent s'ajouter aux gains engrangés antérieurement.

À terme, l'ajustement doit permettre de restaurer la position compétitive de l'économie et de revenir à un niveau normal d'utilisation de la main d'œuvre, mais ce

processus est en général lent², en raison notamment de la relative faiblesse de la réaction des salaires réels à la dégradation du chômage.

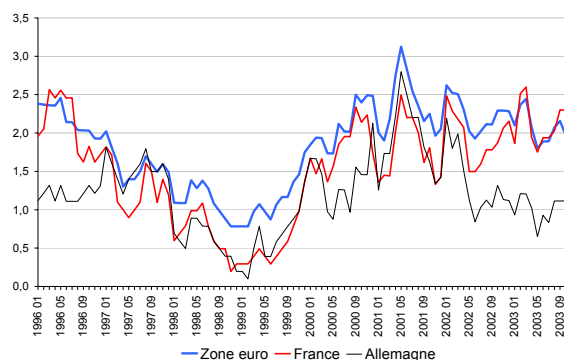
Au total, cette surévaluation du change devrait conduire à enregistrer les évolutions suivantes en Allemagne depuis le milieu des années 90 : une croissance et une inflation durablement plus faibles que chez ses partenaires européens, s'accompagnant de gains de compétitivité-prix sur les marchés extérieurs.

2. L'Allemagne enregistre bien un déficit de croissance et une inflation plus faible que ses partenaires européens depuis 1995.

Depuis le milieu des années 1990, l'Allemagne a crû moins vite que ses partenaires européens : entre 1995 et 2003, l'Allemagne aura crû de 1,4% contre 2,1% pour l'ensemble de la zone euro. Cet écart est certes pour partie imputable à une croissance potentielle plus faible, mais elle renvoie aussi à une moindre croissance de la demande : selon l'OCDE, alors que l'écart d'activité était plus creusé en zone euro qu'en Allemagne de l'ordre d'un point en 1995, c'est exactement l'écart inverse qui prévaut en 2003.

L'inflation allemande est également inférieure de près d'un point à celle de ses partenaires depuis le milieu des années 1990 et l'écart s'est même creusé depuis deux ans (cf. graphique 1).

Graphique 1 . IPCH



Source : Eurostat.

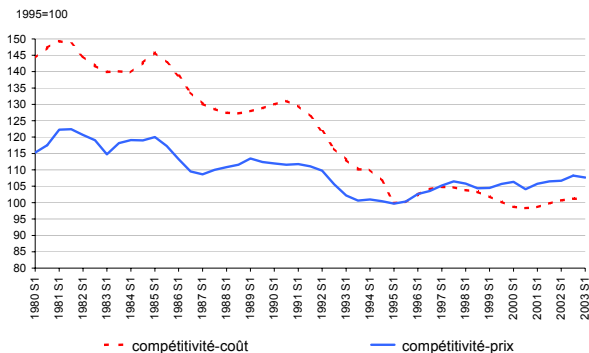
3. La compétitivité de l'Allemagne, elle, a amorcé un redressement.

Le processus d'ajustement par les coûts semble se faire très graduellement. La compétitivité-coût de l'industrie allemande s'était très nettement dégradée pendant la première moitié des années 1990 (cf graphique 2). Depuis, on observe une stabilisation de la compétitivité-coût de l'Allemagne relativement à ses partenaires de la zone euro, sans que le dérapage antérieur ait été corrigé.

2. Cf par exemple Blanchard O.J. et Muet PA., 1993 «Competitiveness through Disinflation : An Assessment of the French Macroeconomic Strategy», Economic Policy, n°16, avril.

L'absence jusqu'à ce jour de correction de «l'excès de salaire» dans l'industrie tient sans doute en partie à l'influence exercée par les grands syndicats de branche pendant la décennie 1990, qui a pu conduire à une certaine inertie des revendications salariales, en dépit de la dégradation de la situation du marché du travail (cf annexe).

Graphique 2 : indicateurs de compétitivité de l'Allemagne par rapport à la zone euro (secteur manufacturier)



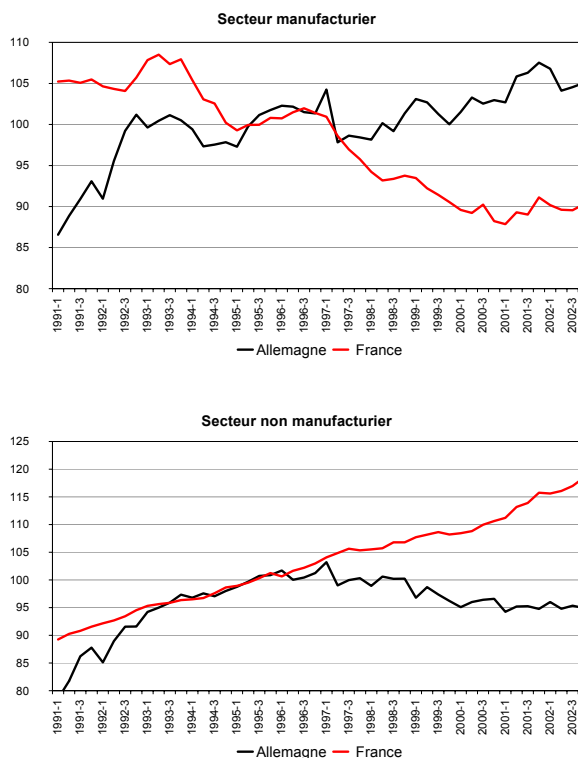
Source : OCDE, calcul DP.

Note de lecture : L'indicateur de compétitivité-coût est le ratio des coûts salariaux unitaires (csu) de la zone euro et des csu allemands, l'indicateur de compétitivité-prix est le ratio des prix d'export de la zone euro et des prix d'export allemand. Une hausse correspond à une amélioration de la compétitivité allemande. Les données sont semestrielles, le dernier point est 2003-S1

La situation est cependant un peu différente en matière de compétitivité-prix. L'Allemagne paraît en effet avoir regagné depuis 1995 une partie du chemin perdu vis-à-vis de ses voisins européens (cf graphique 2), bien que sa compétitivité-prix dans le secteur industriel demeure encore inférieure à ce qu'elle était antérieurement à la réunification.

Plusieurs facteurs ont pu contribuer à cette évolution plus favorable de la compétitivité-prix, relativement à la compétitivité-coût. En premier lieu, il semble que la modération salariale allemande ait été beaucoup plus marquée dans le secteur des services. C'est ce qui ressort en particulier d'une comparaison avec la France : les coûts salariaux unitaires en Allemagne ont ainsi été plus dynamiques qu'en France dans l'industrie, mais moins dynamiques dans les services (cf graphique 3 et 3 bis). La moindre inflation allemande dans les services pourrait ce faisant avoir contribué à améliorer la compétitivité-prix dans l'industrie, via une baisse du coût des consommations intermédiaires, dans un contexte d'externalisation croissante des tâches.

Graphiques 3 et 3 bis : Coûts salariaux unitaires en Allemagne et en France dans l'industrie manufacturière et dans le secteur non manufacturier



Source : données nationales.

Note : Les graphiques représentent les csu nationaux dans chacun des secteurs, exprimés en monnaie nationale. Dès 1995, la comparaison des csu nationaux n'est plus «polluée» par d'éventuelles variations du taux de change franc / mark. Dans le secteur manufacturier, cette comparaison fournit donc une compétitivité relative : on retrouve, à peu près, les résultats du 1er graphique.

Une autre source d'amélioration de la compétitivité des produits industriels allemands pourrait provenir de l'effet des délocalisations dans des zones à plus faibles coûts, notamment en Europe de l'Est. L'importation croissante de produits semi-finis en provenance de ces zones et réutilisés dans les sites industriels domestiques pourrait avoir contribué à des gains de compétitivité-prix, à compétitivité-coût domestique inchangée³. Cette évolution contribuerait également à la compétitivité des entreprises allemandes, alors que les salariés allemands ne seraient plus eux compétitifs, ce que corrobore la dynamique du nombre des demandeurs d'emploi. Elle permettrait de limiter la perte de compétitivité des entreprises allemandes sur les marchés mondiaux et contribuerait à la modération des prix, mais constituerait un frein à l'investissement et à l'emploi.

3. Cf «The German Speech» par Hans-Werner Sinn, le 15 novembre 2003.

4. Des facteurs favorables apparaissent qui pourraient contribuer à une poursuite du redressement de la compétitivité extérieure allemande.

L'écart d'inflation entre l'Allemagne et le reste de la zone euro et notamment la France s'est accentué récemment. La poursuite de la moindre inflation allemande devrait encore infléchir la dynamique des salaires dans les services et surtout commencer de freiner la progression des salaires dans l'industrie.

Par ailleurs, la diminution de la puissance des syndicats de l'industrie allemande devrait accroître à terme la sensibilité des salaires allemands à l'état du marché du travail. Les syndicats voient en effet leurs effectifs reculer ces dernières années. Ainsi le DGB qui regroupe l'ensemble des syndicats allemands a perdu un demi-million d'adhérents depuis 2002, soit près de 7% de ses membres. En outre, le système de conventions collectives semble en voie de s'assouplir, tant dans l'application des accords que dans leur champ d'extension. Les accords négociés dans l'industrie tendent ainsi à être moins suivis que par le passé (cf. annexe).

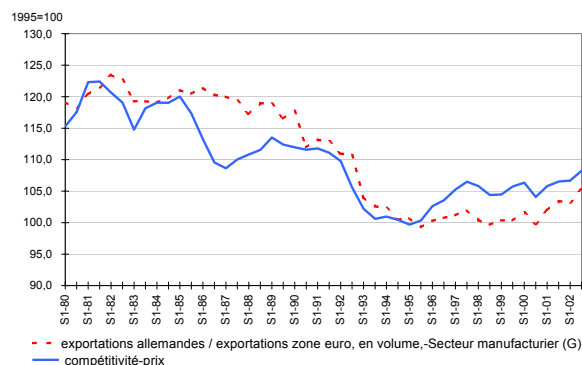
Au total, l'Allemagne pourrait donc bénéficier à l'avenir d'une plus grande modération salariale, y compris dans l'industrie, et enregistrer une accélération de ses gains de compétitivité-prix dans le secteur exposé.

5. De fait, l'Allemagne a commencé à reprendre des parts de marché à ses voisins.

Sur la période la plus récente, les exportations allemandes se sont mieux comportées que celles de leurs

partenaires de la zone euro (cf graphique 4). En particulier, depuis 2001, les exportations allemandes ont crû plus rapidement que celles de la France : l'écart cumulé de croissance des exportations manufacturières allemandes et françaises entre 2001 et 2003 a dépassé 16%.

Graphique 4 : exportations et compétitivité-prix dans le secteur manufacturier



Source : OCDE, calcul DP.

Cet écart de dynamisme des exportations des deux côtés du Rhin ne s'explique que marginalement par une meilleure orientation géographique du commerce allemand, en raison de sa présence plus forte sur certains marchés dynamiques (Pecos, Asie). Il provient principalement de gains de parts de marché au bénéfice de l'Allemagne. Ces gains de parts de marché sont apparus pour la quasi-totalité des pays destinataires, les plus importants ayant été enregistrés en Chine et aux Etats-Unis (cf tableau 1).

Tableau 1 : évolution relative des gains de part de marché à l'exportation

Période 2001-2003 (i)	Croissance de la part de marché relative (ii)	Part dans les exportations (moyenne France-Allemagne)	Contribution des gains de part de marché relative à la croissance des exportations
UE (iii)	10,7%	45,5%	4,9%
France / Allemagne(iv)	12,5%	12,8%	1,6%
Etats-Unis	40,1%	9,0%	3,6%
Chine	39,5%	1,7%	0,7%
Asie hors Chine (v)	30,7%	3,6%	1,1%
PECOs	-3,3%	6,5%	-0,2%
Amérique Latine	32,5%	2,1%	0,7%
Afrique	15,4%	3,7%	0,6%

Source : Eurostat, Calcul DP. Champ : exportations de biens.

(i) les exportations n'étant connues que pour les trois premiers trimestres 2003, le quatrième trimestre a été construit en supposant le glissement annuel constant.

(ii) On mesure la part de marché relative comme le rapport des exportations allemandes aux exportations françaises en volume.

(iii) UE hors France et Allemagne.

(iv) Ecart entre les gains de parts de marché de l'Allemagne en France et vice-versa.

(v) Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong, Thaïlande, Indonésie, Malaisie Brunei, Singapour, Philippines.



Ces gains de part de marché paraissent eux-mêmes avoir plusieurs origines. Pour une part, ils reflètent les gains de compétitivité-prix relatifs réalisés par l'Allemagne ces dernières années. Ce mécanisme ne semble toutefois pas suffisant pour pouvoir expliquer à lui seul la meilleure performance des exportations allemandes depuis deux ans. Celle-ci semble donc renvoyer également à d'autres facteurs, plus précisément à une amélioration de la «compétitivité hors-prix».

En particulier, une analyse sectorielle suggère que l'Allemagne a regagné des parts de marché dans des segments qui sont ses points forts traditionnels (machines-outils, automobile). Dans un contexte de redressement graduel de sa compétitivité-prix vis-à-vis de ses partenaires européens, l'industrie allemande aurait notamment pu tirer parti d'un effet de réputation, lié à la très bonne image de ses produits⁴. La bonne performance des industriels allemands dans les

secteurs de l'automobile et des machines-outils serait ainsi le reflet de la grande réputation des biens d'équipement mécanique et électrique.

Hervé BONNAZ

Alexandre ESPINOZA

Directeur de la Publication : Jean-Luc TAVERNIER

Rédacteur en chef : Philippe MILLS

Mise en page : Maryse DOS SANTOS

(01.53.18.56.69)

4. Voir par exemple les enquêtes annuelles du Centre d'Observation Economique, qui mettent en lumière les avantages des produits allemands en termes de délais de livraison, de service commercial, ou de service après-vente.



Annexe : les accords de branche, un obstacle à la modération salariale ?

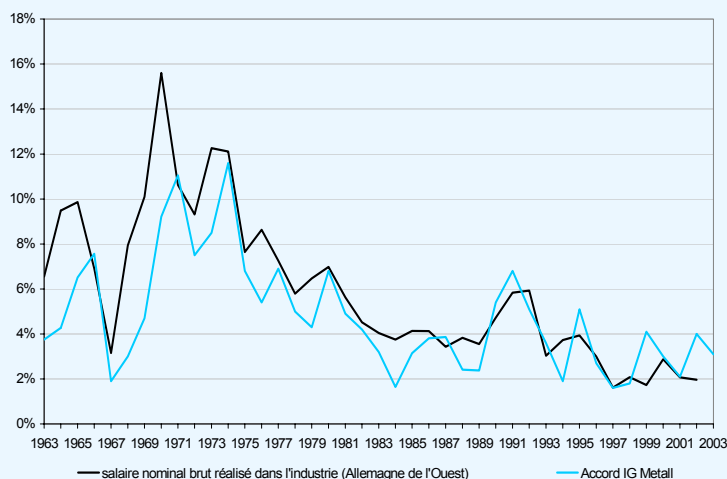
Dans tous les pays industriels, le ralentissement de la croissance et la hausse du chômage tendent à modérer la progression des salaires. Dans le cas de l'Allemagne, qui se trouve depuis plusieurs années dans une situation difficile, marquée par la plus faible croissance de la zone euro, un recul de l'emploi et une hausse tendancielle du chômage, la modération salariale a prévalu effectivement, mais elle a été beaucoup moins visible dans l'industrie.

Cette dichotomie paraît tenir en partie à la présence de syndicats de branche puissants. Traditionnellement, les négociations salariales à l'échelle de chaque branche^a ont en effet un impact majeur dans la formation des salaires industriels. En particulier, les négociations dans le secteur de la métallurgie, dominé par le syndicat IG Metall^b, servent généralement de point de repère pour les autres secteurs. On constate ainsi un certain parallélisme entre les négociations dans la métallurgie et les hausses des salaires de l'ensemble de l'industrie (cf graphique 5).

De fait, durant la décennie 1990, des négociations souvent généreuses ont favorisé le dynamisme des salaires outre-Rhin. Elles ont contribué au retard de compétitivité-coût de l'industrie allemande par rapport à ses voisins.

Néanmoins, le mode de formation des salaires allemands pourrait être aujourd'hui en voie d'assouplissement. Depuis quelques années, on observe conjointement un repli de la couverture des accords de branche, liée à un certain recul du poids des grands syndicats, et une souplesse accrue dans l'application des accords. En 1999 comme en 2002, les salaires dans l'ensemble de l'industrie ont ainsi très mal suivi l'accord obtenu dans la métallurgie (cf graphique 5).

Graphique 5 : augmentation de salaire négociée par IG Metall et augmentation effective



Source Ecwin et IG Metall, calcul UBS Warburg et DP.

Note de lecture : les accords salariaux ayant des dates d'application et des durées variables, la courbe «accord IG Metall» représente la hausse de salaire équivalente à l'accord sur une année pleine.

a. Les négociations sont en théorie régionales, mais en pratique, les différents accords régionaux sont très peu différenciés. On parle donc de négociations et d'accords de branche.

b. IG Metall est le syndicat de la métallurgie présent aussi dans l'électronique et l'automobile. Il compte plus de 2,5 millions d'adhérents (à rapporter à 6 millions d'employés dans le secteur manufacturier et 8,3 millions dans l'industrie).